

SERGUEÏ STORCHAK

Vice-ministre des Finances de la Fédération de Russie

Gabriel FELBERMAYR

Je pense que cela nous donne une bonne occasion de parler de la Russie.

Le vice-ministre des Finances est ici présent avec nous et, Sergueï, nous avons parlé de l'Afrique et de la question intérieure de la sécurité et de la stabilité, et aujourd'hui, lorsque nous regardons vers la Russie, nous sommes conscients que, géographiquement, elle fait partie de l'Europe mais que, par contre, elle ne fait pas partie de l'Europe politique, ce qui a également donné lieu à des tensions économiques. Donc, pour poursuivre sur le thème de la politique et de l'économie, où voyez-vous la Russie aujourd'hui et qu'est-ce que cela peut signifier pour les perspectives de croissance en Russie et pour l'Union économique eurasiatique qui a vu le jour au cours des deux dernières années ?

Sergueï STORCHAK

Merci pour cette présentation. Tout d'abord, je voudrais dire que je partage l'opinion qui a été exprimée au début de notre session, à savoir qu'en principe, l'économie mondiale se porte bien, mais seulement en principe. Les défis s'accumulent et leurs effets doivent encore être clairement traités et analysés.

De mon point de vue de vice-ministre des Finances, un des plus grands défis à relever, c'est que nous, ministres et dirigeants, nous avons affirmé dans nos déclarations finales à différents niveaux du G20 depuis ces six dernières années environ, que la dette augmentait. Cela a été dit année après année, semestre après semestre, et pour le moment, il n'y a aucun signe d'une position contraire ou d'un point de vue différent.

Bien sûr, le contexte des taux d'intérêt stimule les emprunts massifs mais en même temps, nous voyons un autre grand défi dans cette situation. En effet, près de 17 billions d'obligations sont vendues en dessous de leur valeur, avec des taux d'intérêt négatifs, et ça c'est un grand défi à relever pour les compagnies d'assurance et les fonds de pension. Je me demande ce qui se passera dans quelques années lorsque ces deux très importantes institutions devront s'acquitter de leurs obligations envers nos retraités ou ceux qui ont signé des contrats pour assurer leurs activités.

En Russie, malgré la conjoncture actuelle, nous avons, nous jouissons du privilège de pouvoir utiliser la politique fiscale et monétaire car nous avons encore l'espace pour ce faire. Nous avons une faible dette, nous sommes encore bien au-delà du niveau général des taux d'intérêt, de sorte que la banque centrale peut utiliser la politique monétaire pour, dans un avenir proche, passer lentement à des taux de référence plus bas et maintenir les marchés dans un meilleur état. Mais le plus important dans mon pays ces dernières années, c'est que nous avons préféré nous appuyer - comme référence pour notre politique interne - non pas sur le taux de croissance économique, mais plutôt sur la durabilité de la croissance et sur l'inclusion. Cette assise est souvent mentionnée dans les documents du G20, mais il est difficile de dire si d'autres économies du G20 s'appuient sur ces points de référence pour leur politique interne, comme c'est le cas chez nous. Nous avons traversé une période de faible taux de croissance, et nous avons plutôt des positions budgétaires et monétaires solides. Nous avons enfin réussi à façonner un système bancaire, à éliminer les piètres institutions, et cette stabilisation du secteur bancaire permet une expansion du crédit au sein du secteur privé.

C'est important, mais l'outil le plus important pour la politique interne est toujours la politique fiscale ou la stimulation fiscale. Nous avons maintenant commencé à mettre en œuvre 12 projets nationaux, qui couvrent tout le spectre de la vie interne et domestique : la médecine, l'éducation, les infrastructures, la promotion des exportations, etc. et beaucoup d'argent sera investi à partir des ressources budgétaires et à partir d'emprunts. Grâce à ces projets nationaux, nous prévoyons que dans quatre ans, la croissance moyenne de la Russie sera supérieure à celle de



l'économie mondiale. Nous considérons encore la croissance économique mondiale comme point de repère, mais pas comme véritable objectif politique. Du moins je l'espère. C'est donc très important en termes de processus décisionnel.

Juste quelques mots sur la Chine. Il y a de nombreuses preuves que la Chine est devenue une nouvelle superpuissance et, d'un point de vue russe, nous nous réjouissons de ce fait et franchement, nous comptons sur ce fait : c'est une aide véritable pour surmonter certaines difficultés en termes de différentes restrictions économiques et financières. Maintenant, nous pouvons compter sur le marché obligataire intérieur chinois, par exemple, les entreprises russes y sont déjà et le gouvernement réfléchit encore à la possibilité d'utiliser le marché obligataire intérieur chinois comme source de financement mais, plus important encore, nous avons le privilège d'avoir une forte demande pour les exportations russes dans l'économie chinoise. Je me souviens de l'époque où le chiffre d'affaires commercial entre la Russie et la Chine était d'environ 10 milliards. Il est maintenant d'environ 100 milliards, et cela s'est produit en moins de 10 ans. Notre objectif, et celui de notre collègue chinois, c'est d'avoir 200 milliards de chiffre d'affaires commercial en 2024, ce qui signifie que la Chine sera le deuxième partenaire commercial de la Russie après l'Union européenne.

Je conclurai par ce que vous avez dit au début ; dans l'hypothèse où nous serions confrontés aux défis de la perte d'une approche multilatérale dans la gouvernance mondiale. L'année dernière a été très critique, je pense, je me souviens combien il a été difficile de négocier les déclarations finales des dirigeants du G20 à Buenos Aires, face à une superpuissance qui bloquait toute référence à la société multilatérale... Aujourd'hui, surtout grâce à la gestion efficace de la situation par nos collègues japonais en tant que dirigeants et président du G20, la situation a légèrement évolué. Peut-être pouvons-nous même être encore plus optimistes quant au fait que le multilatéralisme n'est pas perdu, qu'il est toujours là. C'est très important car l'économie mondiale dépend des chaînes de valeur ajoutée mondiales et de cette forte tendance selon laquelle, dans un avenir proche, presque aucun bien ne sera produit dans un seul pays. Il est donc très important de maintenir en ordre aussi bien ces sociétés multilatérales que les règles multilatérales, en particulier dans le domaine du commerce.

Je vais terminer ici, et peut-être que nous reviendrons plus tard sur l'Union eurasiatique, comme vous l'avez mentionnée. Je vous remercie.

Gabriel FELBERMAYR

Merci beaucoup, Sergueï.